

# L'ÉCONOMIE POUR TOUT LE MONDE

BRÈVE INTRODUCTION À UNE  
CRITIQUE DE L'ÉCONOMIE



**IRIS**

Institut de recherche  
et d'informations  
socio-économiques

Guillaume Hébert  
Simon Tremblay-Pepin  
chercheurs à l'IRIS

## REMERCIEMENTS

**correction et édition** Martin Dufresne

**mise en page** Eve-Lyne Couturier

**correction d'épreuve** Danielle Maire

**Impression** Katasoho imprimerie & design  
6300, avenue du Parc, suite 312, Montréal  
☎ 514.961.5238  
@ info@katasoho.com

## CRÉDIT PHOTO

**page couverture** : the justified sinner, «Dominoes», 13 octobre 2008, Flickr. 

**p. 2** : Valinoue, «img\_0532», 30 janvier 2009, Flickr. 

**p. 8** : Eve-Lyne Couturier, 24 janvier 2014. 

**p. 12** : George Kelly, «Drinking coffee and reading the New York Times», 18 février 2012, Flickr. 

**p. 19** : Rainforest Action Network, «Turning the Page on Rainforest Destruction: Children's Books and the Future of Indonesia's Rainforests», 17 juillet 2009, Flickr. 

**p. 27** : JMR\_Photo, «Mike trading stocks on the Hong Kong Exchange», 18 février 2009, Flickr. 

**p. 32** : zetson, «Bada Bing», 6 mars 2009, Flickr. 

**pour plus de détails** : [creativecommons.org](http://creativecommons.org)

# AVANT-PROPOS

---

Cette brochure de vulgarisation économique accompagne un cours d'introduction à l'économie offert à l'hiver 2014 par l'Institut de recherche et d'informations socio-économiques (IRIS) dans le cadre de l'UPop Montréal ([upopmontreal.com](http://upopmontreal.com)).

La définition des concepts économiques qui y sont présentés est volontairement brève et synthétique, l'objectif étant de rendre ces notions accessibles au plus grand nombre. Nous avons choisi d'éviter l'utilisation de notes de bas de page ou de fin de document afin d'alléger le plus possible la lecture de cette brochure.

Pour nous inspirer dans ce travail de vulgarisation, nous avons fait appel à quelques ouvrages d'introduction aux notions économiques, dont le *Petit cours d'autodéfense en économie* de l'économiste canadien Jim Stanford, le livre *Work: Capitalism. Economics. Resistance.*, du collectif états-unien CrimethInc., *Panne globale : Crise, austérité et résistance* du politologue David McNally ainsi que *Debunking Economics : The Naked Emperor of the Social Science* de l'économiste australien Steve Keen.



# INTRODUCTION

---

Trop souvent, l'économie est présentée de façon à peu près incompréhensible pour la plupart des gens. Les termes économiques, les données présentées et même les problèmes actuels abordés semblent faire partie d'un autre monde où se rencontreraient des mots compliqués et des chiffres astronomiques. D'aucuns diront qu'il s'agit pourtant bel et bien de la réalité économique de nos sociétés contemporaines. Comme elles sont de plus en plus complexes, on les comprendrait par des formules mathématiques de plus en plus abstraites, et les statistiques devraient être de plus en plus imposantes; etc.

Tout cela n'est pas entièrement faux, mais nous semble surtout cacher les effets d'une certaine vision de l'économie. Cette vision, présentée par ceux et celles que nous appellerons les économistes «conventionnel-le-s», pose l'économie comme étant avant tout une sphère d'échange de biens et d'argent. De tout temps, cette économie fonctionnerait de la même façon : une économie de marché qui serait le miroir de la volonté naturelle des êtres humains d'échanger entre eux. Réprimée pendant des années par le poids des régimes politiques antiques et féodaux, elle se serait libérée quelque part entre le 18<sup>e</sup> et le 19<sup>e</sup> siècle grâce à la place grandissante prise par le commerce. Selon cette approche, même si l'économie de marché est maintenant plus proche de son état naturel, elle serait encore biaisée par des interventions étatiques de toutes sortes. Ces économistes conventionnel-le-s considèrent que leur travail est d'étudier cette sphère d'échange et de conseiller les responsables politiques et la population sur les meilleurs choix à effectuer.

Nous ne partageons pas ces prémisses. Pour nous, il semble beaucoup plus intéressant de comprendre l'économie à partir de la question de la production.

Notre définition de l'économie est donc simple : les humains ont des besoins à combler et des désirs qu'ils souhaitent réaliser et, pour ce faire, ils et elles transforment le monde qui les entoure et sont aussi transformés par leur façon de transformer le monde. L'économie est l'étude de ce processus de production et d'autoproduction des humains.

Selon cette approche, les questions centrales de l'économie deviennent : de quoi a-t-on besoin, que veut-on et que fait-on pour l'obtenir? Logiquement, on se demandera ensuite : Quels sont nos besoins essentiels et comment peuvent-ils être comblés pour tout le monde? Lesquels de nos désirs sont plus secondaires? Utilise-t-on adéquatement les ressources à notre disposition? Quels sont les effets de notre action sur le monde qui nous entoure, tant au plan social qu'environnemental?

Contrairement à ce que disent les économistes conventionnel-le-s, il n'y a pas qu'une réponse à ces questions. Au cours de l'histoire, les humains ont exploré différentes réponses. Par exemple, il y a eu des moments où la production servait essentiellement à combler les besoins en nourriture, et une caste d'aristocrates venait en prélever une part par la force. On a vu ainsi différentes priorités s'appliquer dans les économies dites primitives, les économies féodales, ou encore dans les régimes soviétiques, toutes bien différentes de celles de l'économie contemporaine. À ces priorités ont correspondu des modes très divers d'organisation économique, et on en verra certainement d'autres encore à l'avenir. Il est donc trompeur de désigner la forme dominante d'organisation contemporaine en disant simplement «l'économie». Il s'agit d'un certain type d'économie, le capitalisme. Ce système économique sera examiné dans les prochaines pages.



# QU'EST-CE QUE LE CAPITALISME ?

Si on retient la définition rudimentaire que propose Jim Stanford, deux caractéristiques distinguent le capitalisme des autres modes d'organisation de l'économie :

- La production de biens est faite en majeure partie par des entreprises privées qui cherchent à réaliser un profit.
- La plupart des gens qui travaillent dans ces entreprises sont des salarié·e-s, c'est-à-dire qu'ils et elles travaillent pour le compte de quelqu'un d'autre.

Ces deux caractéristiques peuvent sembler simples et évidentes. Elles sont pourtant d'une importance majeure et forment le cœur de notre système économique.

Commençons par la première. Sous des airs anodins, elle déplace complètement la finalité de l'économie. Pour les entreprises privées, le but de la production n'est pas de combler des besoins, mais de réaliser des profits. Les principales questions ne sont plus : « Qui a besoin de telle chose ? À quel point en a-t-il ou en a-t-elle besoin ? Est-ce un besoin primaire ou secondaire ? » La question devient plutôt : « Vais-je pouvoir rentabiliser mon investissement en trouvant suffisamment de gens ayant suffisamment d'argent pour acheter le bien que je chercherai à leur vendre ? » Pour les économistes conventionnel·le-s, ces questions sont en fait toujours la même puisqu'à leurs yeux, les gens expriment leurs besoins par leurs choix de consommation. Plus les gens dépensent pour un bien, plus cela signifie qu'ils et elles en ont besoin. Toutefois, limiter l'analyse des rapports économiques à une telle équation revient à se fermer les yeux sur les conditions économiques réelles.

Prenons l'exemple d'une personne riche qui souhaite s'acheter un yacht et d'une personne pauvre qui veut manger. Si la personne riche est en mesure de dépenser un million de dollars pour son yacht, peut-on dire que son besoin est plus grand que la personne pauvre qui n'a qu'un dollar pour son repas ? En favorisant la première au détriment de la seconde parce qu'elle offre de meilleures possibilités de rendement, l'entrepreneur fait-il le choix social le plus pertinent ? On peut en douter. Dans une économie capitaliste, ce ne sont pas les besoins humains les plus pressants qui guident la production, mais la possibilité de réaliser du profit. Si parfois les deux concordent, il arrive souvent que ce ne soit pas le cas.

Voyons maintenant la deuxième caractéristique du capitalisme, soit le fait que dans ce système économique, la majorité des gens qui travaillent pour d'autres, qui s'enrichissent de ce travail. D'entrée de jeu, on déduit que dans le fonctionnement même de cette production, les rapports sont inégalitaires. Les rapports de production s'organisent à travers le salariat, c'est-à-dire qu'une personne en engage une autre et lui dit quoi faire, moyennant un salaire. La personne qui embauche vend ensuite le résultat du travail de l'employé·e pour réaliser un profit. Cette logique de base (devenue plus complexe aujourd'hui) crée des rapports de force dans la société. Certaines personnes sont systématiquement avantagées par rapport à d'autres, systématiquement désavantagées.

Tous et toutes n'ont donc pas le même rapport à notre système économique. Au sein du capitalisme, on peut distinguer trois groupes de personnes ayant des rapports économiques radicalement différents les uns des autres. Bien sûr, ces catégories ne sont pas tranchées au couteau, mais elles permettent de comprendre l'organisation économique du monde actuel.

Le premier groupe que l'on distingue est celui composé de ceux et celles qui vivent essentiellement du travail des autres. Ce sont les capitalistes. Cela ne signifie pas qu'ils ne fournissent aucun

effort ou qu'ils ne produisent rien; mais la principale caractéristique de leur statut économique est l'exploitation du travail des autres.

D'autres doivent travailler pour les capitalistes dans le but de survivre (que ce soit comme salarié-e-s ou comme travailleurs et travailleuses autonomes): ce sont les exploité-e-s. Tous ceux et celles qui échangent leur force de travail contre une rémunération quelconque entrent dans cette catégorie qui compose la vaste majorité des habitant-e-s de la planète.

Enfin, un troisième groupe est composé de ceux et celles qui n'ont même pas la « chance » d'être exploité-e-s et qui vivent à la marge de notre économie – dans l'itinérance, les *favelas* et les bidonvilles, ce sont les exclu-e-s. Évoluant dans les interstices et les zones d'ombre, ils et elles tentent de survivre par divers moyens, toutes les stratégies étant bonnes pour éviter de mourir de faim. Ces personnes sont perpétuellement sur la corde raide et subissent l'ensemble des effets négatifs de notre système économique sans vraiment profiter de ses avantages.



# LA PRODUCTION ET LE TRAVAIL

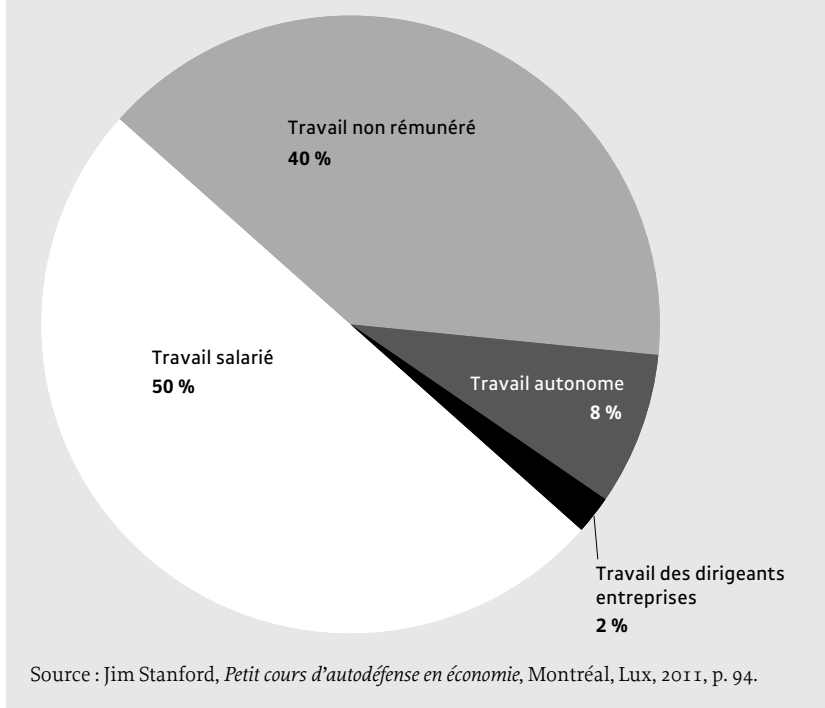
L'économie est donc l'étude de notre façon de transformer le monde pour remplir nos besoins et réaliser nos désirs. Cette transformation du monde demande des efforts puisque même si l'on se limite à vaincre sa faim en mangeant une pomme, il faut au moins faire l'effort d'aller la cueillir dans l'arbre. Ces efforts réalisés par des humains pour subvenir à leurs besoins correspondent à ce que notre société a appelé « travail ». Or, lorsqu'on lit le mot « travail », on pense inévitablement au travail salarié. Pourtant, le travail que nous réalisons en échange d'un salaire ne comprend qu'une partie des efforts mis en œuvre pour combler nos besoins et réaliser nos désirs.

En effet, au sein des ménages, une foule de tâches sont accomplies sans être rémunérées. La préparation des repas, l'éducation des enfants, l'attention psychologique et émotionnelle à nos proches, l'entretien des lieux et des relations, voilà une foule de travaux qui nous permettent de vivre, de nous épanouir et qui ne sont pas compensés par une rémunération. Certain·e·s distinguent ce type d'efforts en l'appelant travail de reproduction : au lieu de produire directement des biens, il a pour effet de « reproduire la force de travail », c'est à dire de permettre aux travailleurs et travailleuses d'être disponibles physiquement et psychologiquement pour travailler et de les remplacer par des plus jeunes lorsqu'ils et elles seront vieux.

Les femmes ont traditionnellement occupé cet espace de reproduction et y demeurent largement majoritaires aujourd'hui. C'est cette séparation que l'on appelle division sexuelle du travail, où les hommes prennent en charge le travail productif et les femmes le travail reproductif. Certain·e·s cherchent à justifier cette division en suggérant que les tâches du travail reproductif seraient accomplies par amour, par devoir ou dans la réalisation d'une nature profonde. Elles ne sont alors pas considérées comme un effort devant être reconnu au même titre que le travail salarié. Ce travail est, de fait, dévalué et déconsidéré, ce que manifestent de grandes disparités de revenu entre les sexes. Un écart gigantesque s'est ainsi développé entre les femmes et les hommes. On peut aussi ajouter à la catégorie du travail non salarié le bénévolat effectué afin de faire progresser des causes ou simplement pour aider des gens qui nous entourent.

Le reste du travail est rétribué, par des salaires ou par des profits. Pour la vaste majorité de la population, travailler signifie fournir une quantité donnée d'efforts pour obtenir un salaire versé par un employeur. Une autre partie de la population, plus restreinte, travaille pour elle-même : de petits agriculteurs, des professionnel·le·s ou de petits commerçants. Comme nombre de ces derniers

GRAPHIQUE 1 Répartition du travail effectué au sein des sociétés capitalistes

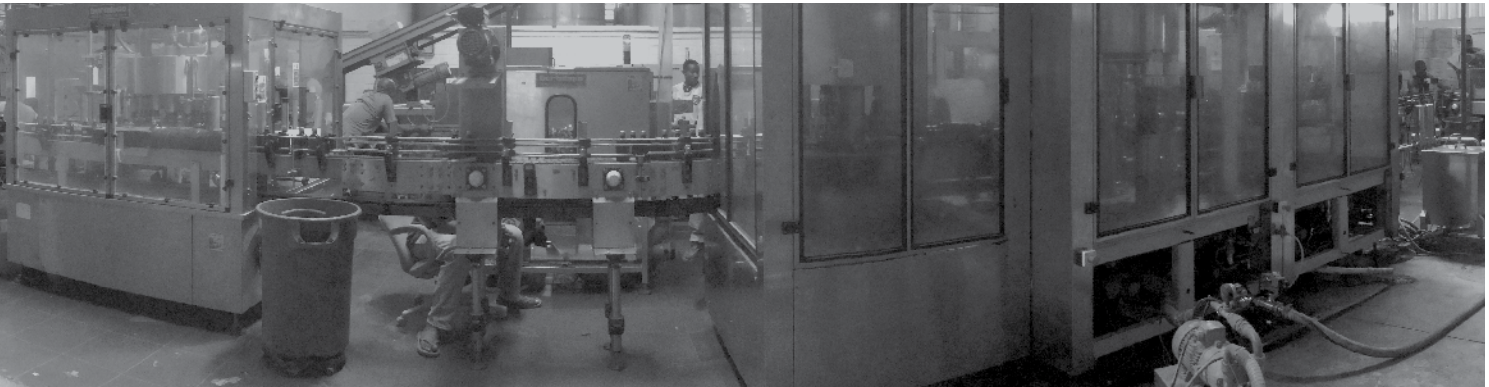


dépendent d'un fournisseur ou d'un client qui agit en quelque sorte comme un patron, leur autonomie est bien relative. Enfin, ceux et celles qui vivent du travail des autres effectuent une infime partie du travail.

De la même façon que les entreprises produisent avant tout pour en tirer un profit – une des caractéristiques de base du capitalisme –, les salarié-e-s accomplissent leur travail en vue d'obtenir un salaire et non comme une fin en soi. Dans le capitalisme, on ne produit pas des tables en série pour manger sur chacune d'elles, mais bien pour obtenir de l'argent. Certaines personnes parviennent à faire un travail qui, en plus de leur fournir un salaire, leur fait plaisir, contribue aux besoins sociaux ou correspond à une vocation, mais ils sont une exception et non la règle générale.

Le travail a une double identité. Comme les marchandises – prétendument produites pour leur utilité, mais qui n'existent que pour accumuler de l'argent – on n'a de cesse de nous dire qu'il faut aimer son travail; pourtant, la plupart d'entre nous vivent surtout l'obligation de fournir un effort pour obtenir de quoi survivre. Or cet effort n'est pas forcément épanouissant : pensons aux travailleurs et travailleuses qui font des tâches répétitives, qui hypothèquent leur santé physique, ou dont les fonctions n'offrent guère de stimulation, en plus d'être déconsidérées socialement.

Au sein du capitalisme, tout le monde est relié par le travail. Les capitalistes vivent du travail des autres, les salarié-e-s passent une bonne part de leur vie au travail et les exclu-e-s cherchent sans cesse du travail pour survivre et intégrer la société. Le travail salarié est la clef de voûte de notre système économique, et son lieu d'organisation principal est l'entreprise.



# LES ENTREPRISES

---

Dans nos sociétés, la majeure partie du travail a lieu sous l'égide de ce qu'on appelle l'entreprise. Il y a différents types d'entreprises, mais celle qui est la plus emblématique de notre système est l'entreprise cotée en bourse, aussi appelée société par actions ou corporation.

Lorsqu'une entreprise est cotée en bourse, ses titres de propriété (les actions) peuvent être achetés par n'importe qui. Celui ou celle qui achète une action d'une entreprise, l'actionnaire, devient ainsi propriétaire d'une parcelle de cette entreprise. Émettre des actions permet à l'entreprise d'obtenir du financement. En contrepartie, les actionnaires s'attendent à recevoir des dividendes, soit une part des profits que réalisera l'entreprise. Par conséquent, les actionnaires, exercent une pression sur les gestionnaires de l'entreprise pour que celle-ci fasse le plus de profits possible. Les actionnaires ne sont pas personnellement redevables des éventuelles pertes de l'entreprise, en ce sens qu'ils et elles peuvent perdre leur investissement, mais pas leurs avoirs personnels non investis.

La plupart des entreprises font vivre à leur personnel un régime autoritaire. Les gestionnaires dictent aux travailleurs et travailleuses salarié-e-s les tâches à accomplir pour recevoir leur salaire sous risque d'un renvoi, dont peut toujours décider la direction. Historiquement, pour être en mesure de réagir à l'arbitraire de telles décisions, les travailleurs et travailleuses se sont organisé-e-s dans des syndicats. Mais à l'échelle planétaire, ce n'est qu'une très mince couche de la population qui bénéficie de protections syndicales, elles-mêmes limitées.

À partir des années 1930, certaines entreprises sont devenues de très grandes organisations aux multiples ramifications. Le fonctionnement de ces méga-entreprises exige la mobilisation d'un ensemble imposant de technocrates, gestionnaires, cols blancs et bureaucrates en tout genre, ainsi que de masses d'ouvriers et d'ouvrières. L'économie y est hautement planifiée. Les immenses gratte-ciel, symboles du dynamisme du « libre marché », sont en fait le lieu de la planification économique la plus systématique que l'humanité ait connue.

À cause de l'impératif du profit, ces entreprises sont, par principe, en concurrence réciproque. Elles ne tentent donc pas de coopérer en vue d'une gestion raisonnée des ressources (tant humaines que naturelles). Elles se lancent plutôt dans une exploitation débridée qui n'est limitée que par leurs moyens et capacités et qui entraîne d'immenses gaspillages. Par exemple, postulons que deux entreprises souhaitent vendre des pommes dans une ville. Chacune étudiera le marché et produira les pommes nécessaires pour tirer profit de ce marché. Comme il n'y a qu'un marché et deux concurrents, il y aura forcément un gagnant et un perdant (ou, plus probablement, les deux encourront des gains et des pertes à différents moments). Pour anticiper un gain de part de marché, chaque entreprise pratiquera la surproduction, et ne parviendra pas à vendre toutes ses pommes. Cela entraîne que des gens auront travaillé pour cultiver, cueillir, transporter et mettre en marché des pommes qui ne seront jamais mangées. Ce phénomène se produit quotidiennement et mène à d'importants gaspillages. Selon les économistes conventionnel-le-s, cette dilapidation de ressources n'est pas un problème important puisqu'elle donne au public l'accès au meilleur prix disponible.

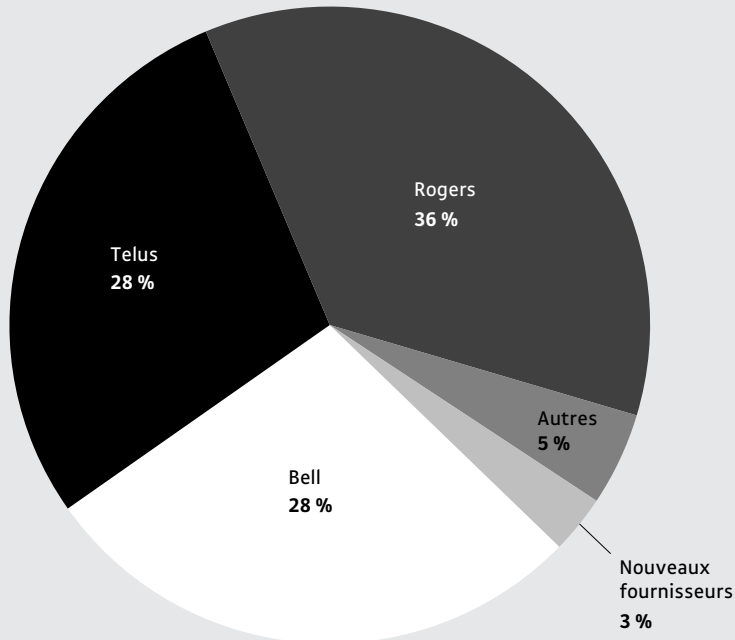
Cette lecture est cependant de moins en moins exacte. Dans certains secteurs névralgiques de l'économie, la concurrence a disparu depuis longtemps et a fait place à une situation d'oligopole. Quelques immenses corporations occupent le marché et s'entendent entre elles pour établir les prix et pour bloquer l'arrivée sur le marché de nouvelles entreprises réellement compétitrices. La gestion

des ressources n'est pas pour autant plus rationnelle. Comme il est toujours question de faire le plus de profit possible, les entreprises en situation d'oligopole peuvent notamment créer des besoins et des désirs de consommation par le biais de la publicité.

L'entreprise est donc un lieu de contrôle hiérarchique et de planification économique dans le but

de gagner plus d'argent en utilisant celui qu'elle possède déjà. Que cette activité économique soit exécutée dans une situation de concurrence ou d'oligopole mène au même résultat en termes d'utilisation des ressources : du gaspillage de biens et des efforts perdus. Retenons que l'entreprise n'a jamais pour objectif de sauvegarder des ressources ou de répondre aux besoins humains au meilleur de ses capacités. Son but est d'abord d'accumuler de l'argent et, si elle arrive à atteindre également d'autres objectifs, c'est plutôt l'effet du hasard que celui de sa volonté propre.

**GRAPHIQUE 2** Part de marché en téléphonie mobile, Canada, 2012



Source : Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC), *Rapport de surveillance des communications*, septembre 2013, [www.crtc.gc.ca/fra/publications/reports/policymonitoring/2013/cmr2013.pdf](http://www.crtc.gc.ca/fra/publications/reports/policymonitoring/2013/cmr2013.pdf)

# LES MÉNAGES ET LA CONSOMMATION

Heureusement, la vie ne se passe pas que dans des entreprises. Nos activités à la maison et dans nos temps libres ne sont pas pour autant exemptes de travail et elles ne se situent pas en dehors de l'économie. Comme nous l'avons mentionné plus haut, ce travail non rémunéré est réalisé majoritairement par des femmes. Il est « utile » d'un point de vue économique parce qu'il permet à la force de travail de se reproduire.

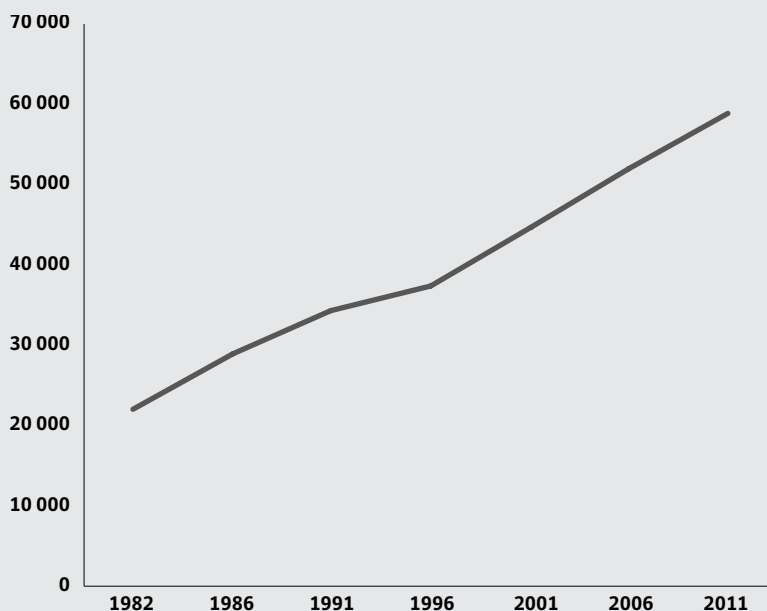
Cependant, nos vies personnelles sont aussi le lieu d'une autre fonction essentielle dans une économie capitaliste : la consommation. En achetant des biens, les consommateurs et consommatrices contribuent à faire tourner l'économie. Les dépenses effectuées par les ménages (c'est-à-dire les personnes habitant un même logis, y compris les personnes seules) sont devenues le premier moteur économique des pays industrialisés.

Il faut bien sûr consommer de la nourriture pour survivre, tout comme il faut consommer des vêtements et un logis. Néanmoins, la consommation a depuis longtemps dépassé ces stades rudimentaires. Comme nous l'avons vu, pour faire tourner à plein régime ce moteur économique, les entreprises font de la publicité qui incite à acheter des biens au-delà de nos besoins. De fait, il est devenu très difficile de trouver une activité pratiquée par les gens dans leur temps libre qui ne soit pas de la consommation.

Le phénomène de la publicité est devenu tellement élaboré qu'il imprime dans nos cerveaux certains impératifs de consommation que la plupart d'entre nous auront tôt fait de percevoir comme essentiels. Ces impératifs d'achat réussissent à devenir partie prenante de l'identité des personnes. Dès lors, un certain style vestimentaire ou la possession de biens d'une certaine valeur ne sont plus seulement le fruit de nos désirs, mais ce qui nous permet de nous définir aux yeux des autres. Par conséquent, l'identité relève de moins en moins de l'appartenance à une famille, à un corps de métier ou à une communauté donnée, et de plus en plus à un parcours individuel de consommation qui se caractérise par une série de marques et de signes distinctifs. Ces nouvelles adhésions identitaires ont bien sûr pour effet de stimuler davantage la consommation, et ce, que la majorité des gens ait ou non les moyens de se procurer ces biens.

L'intensité du lien entre identité et consommation vient brouiller la différence entre besoin et désir. Comme notre consommation devient ce qui nous définit aux yeux des autres et à nos propres yeux, satisfaire certains désirs se transforme en besoin impérieux, car ils sont liés au sens que nous

**GRAPHIQUE 3** Dépenses moyennes par ménage, Québec, 1982-2011 (dollars constants de 2007)



Source : Statistique Canada, CANSIM, Tableau 384-0041 et Recensements du Canada, calculs des auteurs.

donnons à notre vie. Pour un très grand nombre de personnes, la possession de certains biens (une grande maison, une voiture de l'année, des appareils électroniques à la fine pointe de la technologie, etc.) est un objectif central de l'existence. La surconsommation n'est donc pas seulement le fait de dépenses frivoles et d'excès, mais bien un amalgame entre deux choses a priori distinctes : ce que nous sommes et ce que nous consommons.



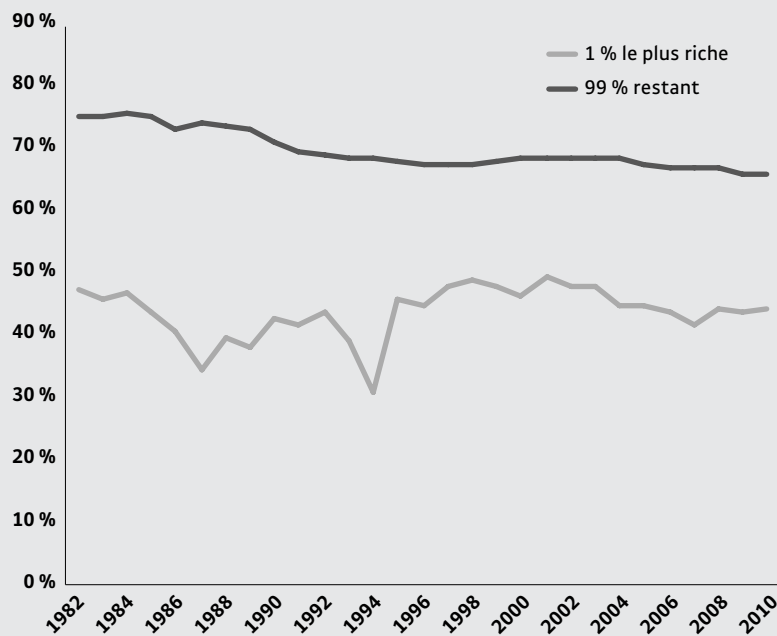
# L'INVESTISSEMENT ET LA RICHESSE

Pour les plus riches, revenus et consommation prennent une forme tout à fait différente. Les revenus des ménages plus fortunés dépendent surtout des entreprises qu'ils possèdent (qu'il s'agisse de propriété directe, d'actions, etc.). Pour disposer de tels revenus, il faut avoir fait des investissements, c'est-à-dire avoir acheté des entreprises ou investi dans leur démarrage ou leur développement en achetant des machines, des immeubles ou des actions.

Pour les économistes conventionnel-le-s, cet investissement (dans les entreprises) constitue la source de la création de richesse dans une société donnée. Ainsi, mesurer la quantité d'investissement réalisé dans un pays est une donnée centrale aux yeux de ces économistes. Ce qu'ils omettent toutefois, c'est que les outils laissés à eux-mêmes ne font rien du tout : ils n'engendrent aucune richesse du simple fait d'avoir été acquis. C'est l'énergie, la force et l'intelligence de ceux et celles qui les manœuvrent qui mettent en branle le processus de production de richesse. En ce sens, c'est le travail et non l'investissement qui crée de la richesse. En d'autres mots, ce que nous appelons « richesse » est d'abord et avant tout le fruit d'efforts humains cristallisés dans des biens et services.

Une autre mesure de richesse dont raffolent encore plus les économistes conventionnel-le-s est le produit intérieur brut (PIB). Le PIB ne mesure pas seulement l'investissement, mais toutes les activités économiques où s'échange de l'argent. De la même manière que les économistes conventionnel-le-s ignorent le travail non salarié, notamment le travail domestique, le PIB ne tient pas compte de l'activité bénévole ou non rémunérée. Sa qualité d'indicateur économique est par conséquent extrêmement problématique, étant donnée sa vision limitée de la richesse. Un pays où une seule personne posséderait une gigantesque fortune alors que l'ensemble de ses concitoyen-ne-s vivraient dans la misère pourrait par exemple apparaître plus riche, si l'on se fie à son PIB, qu'un autre pays où la grande majorité de la population vivrait relativement bien. De la même manière, un pays qui pollue l'air et les rivières pour fabriquer des armes servant à décimer sa population pourrait apparaître très riche du point de vue du PIB puisque cette mesure est aveugle à la nature des activités économiques qu'elle quantifie. De plus, l'éducation des gens, leur santé et plus généralement leur bonheur, n'apparaissent pas dans le PIB. En somme, il s'agit d'un indicateur très limité de la richesse d'un pays.

**GRAPHIQUE 4** Part des revenus provenant de salaires du 1 % le plus riche de la population et du 99 % restant, Québec, 1982-2010

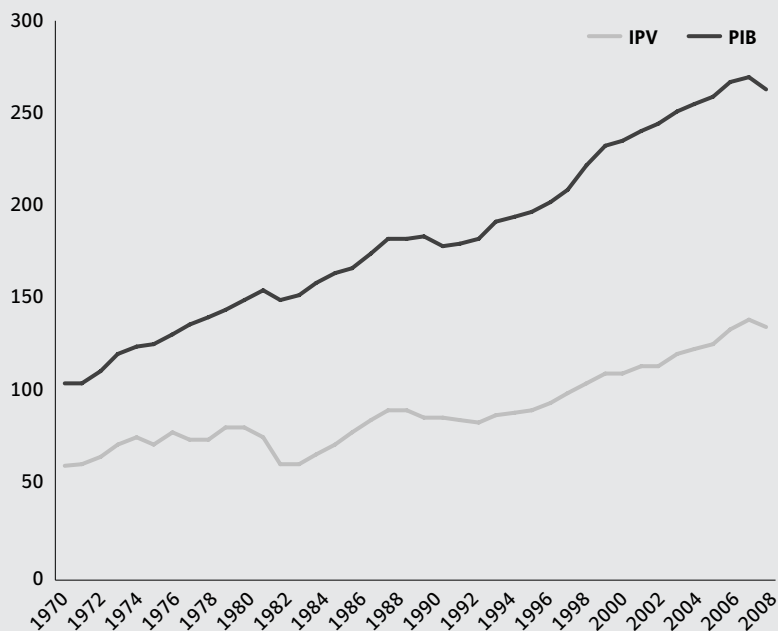


Source : Statistique Canada, CANSIM, Tableau 204-0002.



D'autres indicateurs existent pour mesurer dans quel état se trouve une société donnée, mais ils demeurent trop peu utilisés. Mentionnons par exemple l'Indice de progrès véritable (IPV), présenté au graphique 5. Cet indice intègre au calcul, par exemple, les dommages infligés à l'environnement afin de mieux qualifier l'évolution de la prospérité dans une société donnée.

**GRAPHIQUE 5** Indice de progrès véritable et produit intérieur brut, Québec, 1970-2008 (en G\$)



Source : Harvey L. Mead, *L'indice de progrès véritable du Québec – Quand l'économie dépasse l'écologie*, Multimondes, 2011, p. 322.

Voici donc les éléments de base d'une économie capitaliste : des personnes travaillent, ce sont les salarié-e-s; d'autres les embauchent et leur disent quoi faire, ce sont les capitalistes; enfin, des personnes demeurent exclues de ce processus. Tous et toutes consomment de façon à faire fonctionner l'économie, qui elle-même doit permettre aux entreprises de dégager des profits. Tâchons maintenant de voir comment tous ces gens entrent en relation les uns avec les autres et avec leur environnement.



# L'EMPLOI ET LE CHÔMAGE

---

Nous venons de voir que certains ménages, les plus fortunés, investissent pour fonder ou agrandir des entreprises. Ces entreprises ont besoin de travailleurs et travailleuses pour produire des biens qui leur permettent de réaliser du profit. Or, il arrive parfois que des entreprises ne trouvent pas de gens pour accomplir ces tâches et, plus souvent, il arrive que des travailleurs et travailleuses ne trouvent personne pour les embaucher. Comme on le sait, ce deuxième phénomène s'appelle le chômage.

Chaque mois, les médias nous présentent les variations du taux de chômage. On nous dit que le Québec a perdu ou gagné un certain nombre d'emplois. Les politiciens et politiciennes revendiquent leur responsabilité dans la création d'emplois et accusent leurs adversaires de favoriser le chômage. Cette frénésie autour des statistiques mensuelles du chômage ne reflète pourtant pas la réalité économique des gens au travail et des gens sans travail. En effet, le taux de chômage calcule uniquement le nombre de personnes qui affirment chercher de l'emploi. Si une personne se décourage et qu'elle passe à l'aide sociale, elle contribue à réduire le taux de chômage puisqu'elle n'est plus considérée chômeuse. De plus, les marges d'erreur des enquêtes statistiques sur l'emploi et le chômage utilisées dans les médias sont très élevées et peuvent mener à des conclusions erronées si elles sont interprétées sans nuance.

Comment expliquer que des gens ne trouvent pas d'emploi alors qu'ils et elles souhaitent travailler et que les besoins de plusieurs personnes sont loin d'être entièrement satisfaits? L'explication est simple, le capitalisme ne prévoit aucune correspondance entre la disponibilité des gens au travail et la production. Nous l'avons vu plus haut : ce qui motive une entreprise à produire des biens n'a rien à voir avec le nombre de travailleurs et travailleuses disponibles ni avec les besoins humains; le seul critère de l'entreprise est, par principe, la possibilité de réaliser un profit.

De plus, pour les employeurs, le chômage est une occasion et non un problème. En effet, face à des employé·e·s qui réclament l'amélioration de conditions de travail, un employeur est avantagé lorsqu'une grande quantité de chômeurs et chômeuses n'attendent que de remplacer ceux et celles qui font ces demandes. Par conséquent, lorsque le chômage sévit massivement, l'employeur peut refuser des demandes, voire exiger des concessions de son personnel et contraindre davantage les salarié·e·s afin d'augmenter les profits de l'entreprise.

# LA RÉPARTITION DE LA RICHESSE

Ces rapports de force entre ceux et celles qui doivent travailler pour vivre et les autres qui vivent du travail des premiers ont évidemment des conséquences sur la répartition de la production issue de l'effort collectif. Pendant longtemps, les économistes conventionnel-le-s ont cru que les fruits du travail se répartissaient de façon stable entre les propriétaires des entreprises et les travailleurs et travailleuses. Pour eux, il s'agissait d'une règle immuable : les salarié-e-s (le travail) reçoivent les deux tiers de la richesse produite et les propriétaires (le capital) se réservent le tiers restant.

Pendant, une fois de plus, ces économistes font erreur. Dans pratiquement tous les pays industrialisés depuis le milieu des années 1980, on assiste à une décroissance des coûts de production dans l'économie. Cela signifie que les travailleurs et travailleuses reçoivent de moins en moins d'argent en regard de la richesse produite. À l'inverse, les détenteurs de capitaux (les capitalistes) reçoivent une part de plus en plus grande de cette richesse.

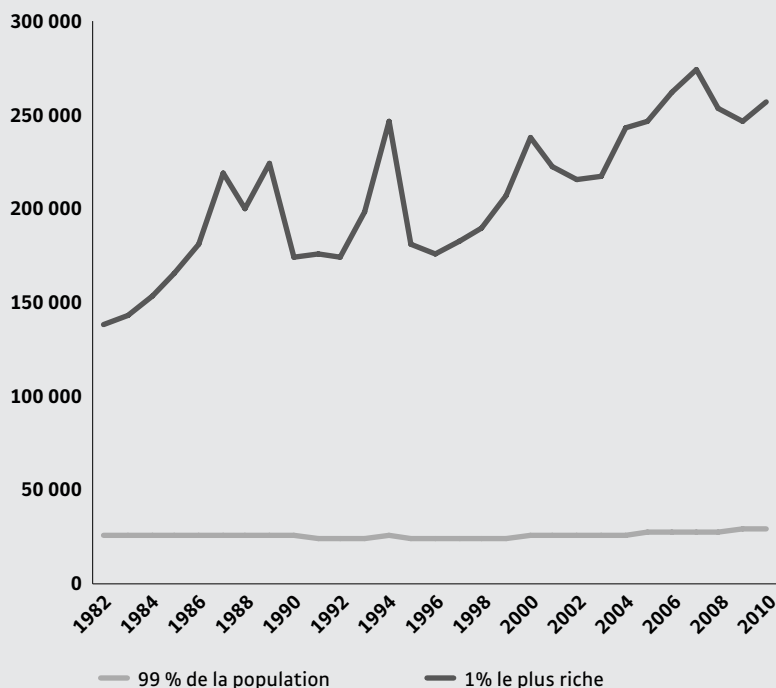
Cette évolution défavorable aux salarié-e-s s'est traduite par une inégalité croissante entre les revenus des divers ménages et conséquemment dans leur consommation. Les revenus de la plupart des gens ont stagné ou carrément reculé dans les 30 dernières années aux États-Unis, ainsi qu'au Canada et au Québec. À l'inverse, les revenus du 1 % le plus riche de la population ont augmenté de façon spectaculaire, comme l'indique le graphique 6.

Comme il est synonyme de la réussite sociale, bien des gens cherchent à mimer le mode de vie des riches plutôt que de chercher à instaurer une distribution plus égale de ces revenus. Le prix de certains biens, les maisons par exemple, a augmenté beaucoup plus rapidement que les salaires. Le recours à la carte de crédit (ou à des hypothèques de plus en plus longues et onéreuses)

apparaît alors comme la dernière voie praticable pour accéder au bonheur. C'est donc cette voie qu'ont empruntée la plupart des ménages, qui désormais croulent sous les dettes.

En plus des ultra-riches qui voient leurs revenus monter en flèche et de ces familles lourdement endettées et dont les revenus stagnent, il y a la gigantesque masse d'exclu-e-s qui vivent dans l'indigence partout à travers le monde, y compris dans les pays les plus riches. Tout comme l'existence du chômage sert les entrepreneurs des pays avancés pour les raisons évoquées plus haut, d'immenses

**GRAPHIQUE 6** Revenu moyen et gains en capital après impôts et transferts, Québec, 1982-2010 (en dollars constants de 2010)



Source : Statistique Canada, CANSIM, Tableau 204-0002, calculs des auteurs.

bassins d'individus précarisés s'offrent ailleurs aux capitalistes pour travailler à des salaires de misère et produire à moindre coût. La simple menace du déplacement d'une entreprise vers un de ces pays suffit à arracher des concessions aux travailleurs et travailleuses des pays riches et contribue à précariser leurs conditions de travail.

Si la montée actuelle des inégalités sociales s'explique par un ensemble de phénomènes (néolibéralisme, politiques d'austérité, etc.) sur lesquels nous reviendrons plus loin, l'existence même de ces inégalités est inhérente au capitalisme. Puisque ce type d'économie est basé sur un système de propriété concentrée et d'exploitation du travail, il en découle des rapports sociaux inégaux et une distribution inégale des richesses produites. Tous et toutes n'ont pas la même influence dans la prise de décision économique. Certaines personnes prennent seules des décisions qui affectent la vie de milliers de gens tandis que d'autres n'ont d'influence que sur ce qui les touche directement, et cette capacité elle-même est parfois très limitée.

L'économie dans laquelle nous vivons est aux antipodes d'une société démocratique où des personnes considérées comme égales prendraient collectivement des décisions dans l'intérêt de tous et toutes. Bien au contraire, au sein d'une société capitaliste, les intérêts des uns et des unes priment sur ceux des autres, ce qui engendre des oppositions et ultimement des inégalités plus ou moins grandes, selon les rapports de force particuliers à chaque société.

**GRAPHIQUE 7** Évolution de la part du PIB allant aux travailleurs et travailleuses, Canada, 1981-2010.



Source : Statistique Canada, CANSIM, tableaux 382-0001, 382-0006 et 384-0002

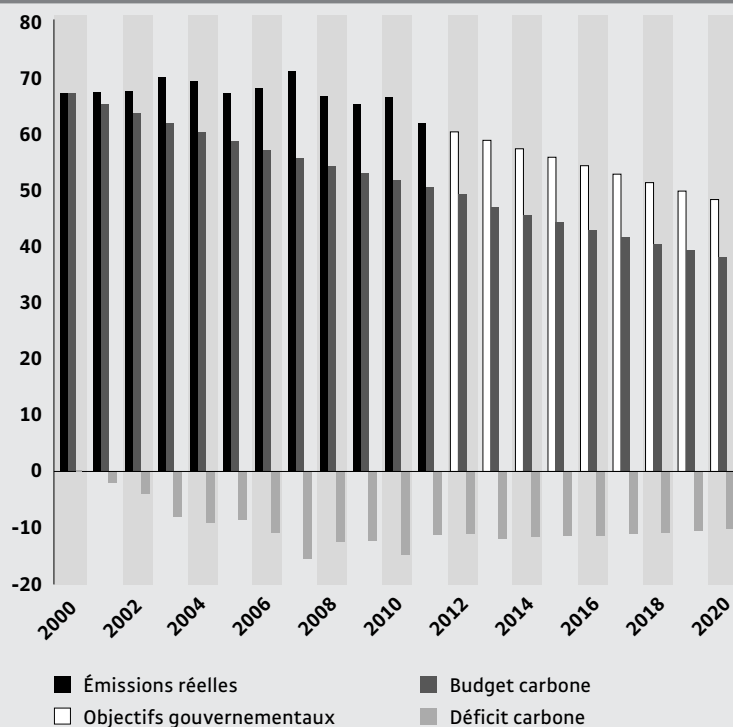
# L'ENVIRONNEMENT

Les entreprises n'exploitent pas que les travailleurs et travailleuses pour atteindre leur objectif de profits. La nature qui nous entoure, ce qu'on appelle notre environnement, est un élément essentiel dans leur stratégie de création de richesse. D'abord, du point de vue de l'entreprise, la nature n'est pas le monde que nous habitons collectivement, mais une réserve de ressources à exploiter. Ces ressources existeraient pour que l'on s'en saisisse, et la responsabilité de leur maintien, de leur équilibre ou de leur renouvellement n'aurait rien à voir avec les devoirs qui incombent à l'entreprise. Pour elle, la seule question qui se pose réellement est comment tirer un profit maximum de ces ressources naturelles.

Il ne s'agit pas du seul effet de la production humaine sur l'environnement. Non seulement les ressources sont utilisées pour générer des profits, mais on pollue également l'air, l'eau et le sol environnant les lieux de production. Cette pollution entraîne des effets néfastes dont les entreprises ne sont pas tenues responsables à hauteur de l'ampleur des dommages causés. Qu'il s'agisse de pluies acides ou de réchauffement climatique, les effets de la production capitaliste débordent de beaucoup les objectifs de départ de cette production. Aussi, comme la pollution est le résultat d'activités économiques disparates qui se déroulent aux quatre coins du globe, aucun pollueur n'agit comme s'il était conscient ou surtout coresponsable des effets généraux de cette pollution sur la planète. Certains de ces effets menacent déjà les équilibres fondamentaux qui permettent la vie humaine sur Terre. C'est le cas par exemple du dioxyde de carbone (CO<sub>2</sub>) que les sociétés de notre époque produisent en bien plus grande quantité que ce que la planète est physiquement en mesure de supporter.

Le graphique 8 montre l'évolution pour le Québec des émissions de gaz carbonique dans l'atmosphère. La quantité de CO<sub>2</sub> émise chaque année est largement supérieure aux objectifs gouverne-

**GRAPHIQUE 8 Émission de CO<sub>2</sub> et déficit carbone du Québec, 2000-2020 (Mt CO<sub>2</sub>)**



Source : Renaud Gignac, *Le budget carbone du Québec*, IRIS, 2013, p. 5.

mentaux, eux-mêmes laxistes par rapport au maximum admissible, ce qui place l'économie québécoise dans un déficit carbone année après année.

Pour nombre d'économistes conventionnel-le-s, si l'environnement est pollué par la production, c'est parce que la pollution n'a pas de conséquence économique immédiate. Ils en déduisent qu'il faudrait tarifier l'acte de polluer. Dans cette perspective, l'environnement aurait lui-même un prix et

il serait possible de l'intégrer à l'univers marchand pourvu que l'on paie pour cette exploitation. Pourtant, tout ne peut pas être remplacé par de l'argent. En l'absence de capacité à poser des limites à la production, c'est l'idée même d'un environnement sain qui risque d'être abandonnée en vue d'une rentabilité à court terme, polluer et éventuellement payer des amendes étant jugé plus rentable que de protéger l'environnement.

À notre époque, certains sont d'avis que l'économie doit entrer en décroissance, c'est-à-dire viser une décroissance annuelle du PIB. Sans affirmer que cette avenue est la bonne ou non, une chose est néanmoins certaine, si la croissance débridée demeure une obsession collective sans égard à ses effets dévastateurs, nos sociétés se dirigent vers un mur écologique. Il est évident par ailleurs que les changements importants que nécessitera la transition à une économie non polluante exigeront beaucoup d'efforts. Comme ce travail sera comptabilisé dans l'économie, la transition s'accompagnera probablement d'une croissance économique. La question n'est donc pas tellement de savoir s'il faut croître ou décroître, mais plutôt de trouver comment cesser de penser la croissance du PIB comme un objectif social valable en soi.



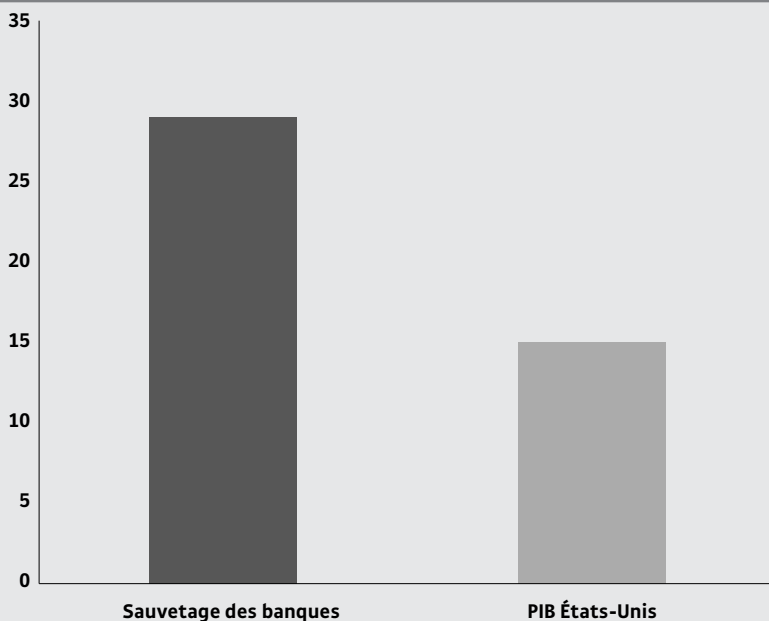
# LA MONNAIE

Nous explorons l'économie depuis plusieurs pages et nous n'avons toujours pas abordé le symbole par excellence de la notion d'économie : l'argent. Voyons maintenant ce qu'est la monnaie.

La monnaie est d'une grande utilité dans les échanges humains. Supposons que vous produisez des carottes et que vous souhaitez obtenir du pain. Sans monnaie, il vous faudra avoir la chance de dénicher une boulangère qui sera suffisamment tentée par vos carottes pour vous l'échanger contre son pain. C'est ce qu'on appelle le troc. En revanche, la monnaie vous permet d'obtenir votre pain de la première boulangère venue et, avec l'argent que vous lui remettez, celle-ci ira pour sa part s'acheter des oignons, une vuvuzela ou ce qui lui chante.

Si elle est utile pour les échanges, la monnaie est aussi un rapport de pouvoir. La monnaie est le lieu où se rencontrent à la fois la capacité qu'on a eu de s'approprier une part de la richesse collective et la capacité qu'on aura de s'en approprier une part dans l'avenir.

**GRAPHIQUE 9** Montants alloués au sauvetage des banques américaines à la suite du déclenchement de la crise financière en 2007 (en B\$)



Source : [www.economonitor.com/lrway/2011/12/09/bernanke's-obfuscation-continues-the-fed's-29-trillion-bail-out-of-wall-street/](http://www.economonitor.com/lrway/2011/12/09/bernanke's-obfuscation-continues-the-fed's-29-trillion-bail-out-of-wall-street/)

Comme nous avons vu, l'une des deux caractéristiques du capitalisme est que la production économique est majoritairement l'affaire d'entreprises privées qui cherchent à réaliser des profits. Contrairement à ce que pensent la plupart des gens, c'est aussi vrai en ce qui concerne l'argent. L'État a bien sûr le monopole de l'impression de la monnaie, mais ce numéraire imprimé ne représente environ que 5 % de l'argent en circulation dans le monde. Le 95 % restant est entièrement virtuel.

D'où vient cette monnaie virtuelle alors si elle n'est pas produite par l'État ? La majeure partie de l'argent est créée par les banques, qui sont des entreprises privées à but lucratif (c'est-à-dire qui cherchent à réaliser des profits). Les banques créent et prêtent de l'argent aux entreprises et aux ménages même si elles-mêmes n'ont pas cet argent dans leurs coffres. En effet, lorsqu'une entreprise envisage un nouvel investissement, elle ne s'interroge pas à savoir si elle possède les liquidités nécessaires, mais plutôt si elle peut démontrer à une banque qu'elle pourra rembourser un prêt qu'elle entend contracter, en plus de verser des intérêts sur ce prêt. Si la banque accepte d'offrir le prêt, elle modifie simplement

le montant d'argent inscrit au compte de l'entreprise. Un montant de monnaie virtuelle est ainsi créé et injecté dans l'économie sans qu'un billet ait été imprimé et sans qu'une seule pièce de métal ait été

coulée... Il faut comprendre que l'État n'exige pas des banques qu'elles maintiennent dans leurs coffres plus qu'une infime partie de l'argent ainsi prêté.

Comme les entreprises qui contrôlent la création monétaire souhaitent réaliser des profits, elles agissent en fonction de ces éventuels profits et non de quelconques intérêts collectifs. Par conséquent, elles prennent souvent des risques trop élevés en engageant des sommes parfois astronomiques. Lorsqu'elles commettent des erreurs, habituellement en recherchant un surcroît de rentabilité, il arrive qu'elles provoquent une grave déstabilisation du système. En 2007-2008, par exemple, plusieurs banques états-uniennes ont été acculées à la faillite après avoir émis des prêts hypothécaires à des personnes qui se sont avérées incapables de les rembourser. Ces prêts ont été distribués massivement dans toute l'économie via le système financier, et lorsque les ménages ont commencé à ne plus pouvoir les rembourser et que les faillites personnelles se sont multipliées, les banques n'ont pas eu assez de réserves d'argent pour compenser tous les mauvais prêts qu'elles avaient engagés sur ces bases. Ces banques se sont alors retrouvées dans une situation financière catastrophique et l'État est venu à leur rescousse en épongeant les dettes à partir du Trésor national, leur évitant ainsi la faillite, mais compromettant l'ensemble de l'économie du pays.

# LES BANQUES CENTRALES

---

Bien sûr, les gouvernements réglementent cette création de monnaie en exigeant des banques privées certaines mesures de prudence. L'un des outils qui permet traditionnellement aux gouvernements de réguler l'action des banques privées est la banque centrale, un organisme public autonome des gouvernements.

Une banque centrale est chargée d'imprimer les billets de banque d'un État, mais son mandat est plus large. De fait, c'est elle qui doit réguler les rapports entre les banques et qui doit établir un taux directeur à partir duquel les banques privées vont à leur tour fixer leurs propres taux d'intérêt, c'est-à-dire le « prix » auquel elles consentiront des prêts.

Les taux d'intérêt ont un impact majeur sur la condition d'une économie. En théorie, si les taux d'intérêt sont bas, donc s'il est peu coûteux de contracter un prêt, les entreprises sont portées à emprunter davantage afin de réaliser des investissements. À l'inverse, lorsque les taux d'intérêt augmentent, les entreprises empruntent moins et la quantité d'argent en circulation diminue. Lorsque les taux d'intérêt fluctuent, c'est aussi tous les gens qui prêtent de l'argent (par exemple, un particulier qui achète des obligations de l'État, c'est-à-dire qui prête de l'argent à l'État) qui sont plus ou moins incités à offrir ou à ne pas offrir des prêts, puisque la rentabilité de ce prêt dépend du taux d'intérêt.

Après la Seconde Guerre mondiale et jusqu'à la fin des années 1970, les banques centrales avaient aussi pour mission de contribuer à l'atteinte du plein emploi. Pour ce faire, elles maintenaient les taux d'intérêt relativement bas afin de stimuler l'investissement des entreprises. En réalisant ces investissements, les entreprises créaient des emplois et réduisaient par conséquent le chômage. Or, au milieu des années 1970, une crise économique mondiale a provoqué une forte augmentation du prix des marchandises. Une hausse systématique des prix (ce que l'on nomme inflation) défavorise, lorsqu'elle est rapide, ceux et celles qui possèdent des actifs financiers (c'est-à-dire qui ont prêté de l'argent sous une forme ou une autre – actions, obligations ou autres). Par exemple, si une banque prête de l'argent à une entreprise, les remboursements du prêt et les intérêts payés sur ce prêt offrent un rendement moins intéressant si, entre le moment où le prêt a été accordé et celui où il est remboursé, l'inflation a été rapide. En d'autres termes, l'actif financier se sera déprécié relativement aux marchandises de l'économie non financière : il aura perdu de sa valeur.

Suite à cette expérience traumatisante de l'inflation vécue dans les années 1970, des acteurs puissants de l'économie qui dépendent d'actifs financiers ont obtenu des gouvernements que la lutte à l'inflation devienne la priorité des banques centrales, remplaçant la lutte contre le chômage. Cette rupture, soit l'adoption d'une nouvelle politique monétaire, constitue un virage majeur dans l'économie des pays industrialisés. Elle correspond par ailleurs à l'avènement d'une nouvelle phase de l'économie capitaliste, le néolibéralisme.



# L'ÉTAT, LA FISCALITÉ ET LE NÉOLIBÉRALISME

Ce changement de priorité économique des banques centrales constitue l'un des signes d'un début de mutation du capitalisme d'après-guerre vers une nouvelle forme. Les idées néolibérales qui dès lors s'imposent peu à peu modifient le rôle que l'État joue dans la société en général et dans l'économie en particulier. Depuis les années 1980, le néolibéralisme s'est érigé comme la doctrine économique capitaliste de la plupart des gouvernements.

Les tenants du néolibéralisme conçoivent l'État comme un acteur dont l'intervention *dérègle* l'économie. Les plus radicaux de ces intervenants souhaitent voir l'État disparaître complètement afin de laisser la place à des échanges économiques « purs ». Historiquement, une telle proposition ne s'est évidemment jamais concrétisée, et l'État a toujours joué un rôle central dans le développement du capitalisme. Le capitalisme n'aurait d'ailleurs jamais pu prendre racine, n'eût été l'action étatique. En Grande-Bretagne, au 18<sup>e</sup> siècle, c'est l'État qui a mis en place, avec la force nécessaire, le régime juridique qui a permis la transformation de pâturages publics en terrains privés. C'est également l'État qui balise à l'époque les marchés, crée une monnaie unique, établit des poids et des mesures de convention pour le commerce, impose des droits de douane, utilise la force pour prendre le contrôle de ressources naturelles dans des colonies, etc. Les propriétaires et les entrepreneurs ont donc perçu l'État comme un outil de choix pour développer un nouveau type d'économie où régner en maîtres.

Au courant des 19<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup> siècles, les choses changent. À force de luttes, les populations de différents pays obtiennent de l'État qu'il défende certains de leurs droits et qu'il veille à répondre directement à certains de leurs besoins de base. Cette réponse prendra la forme tantôt de règlements (ex. : limiter le travail des enfants) et tantôt de services directs à la population (ex. : favoriser l'hygiène publique). Nous voyons ainsi que l'État n'a jamais été étranger à la sphère économique ; il s'agit d'une structure de pouvoir qui s'est développée en interaction avec elle. Depuis qu'elle existe, cette structure fait l'objet de luttes incessantes, et différents groupes actifs dans la sphère économique souhaitent influencer l'État pour qu'il agisse en fonction de leurs intérêts respectifs.

Au-delà du discours, le néolibéralisme n'appelle donc pas une réduction de l'emprise de l'État sur l'économie, mais bien une transformation des objectifs de son action. D'un État qui développe des services publics et qui régule le travail pour améliorer la situation des travailleurs et travailleuses, le néolibéralisme exige de l'État qu'il protège les investissements, surveille et contrôle les citoyens et citoyennes, facilite le développement des marchés, rende lucratives en les privatisant certaines missions sociales jusqu'alors dévolues au secteur public, etc. Le néolibéralisme n'a donc rien à voir avec un laissez-faire économique ; il appelle au contraire une intervention gouvernementale qui favorise la marchandisation et soumet les individus et les institutions aux lois de la concurrence.

Afin de réaliser ses missions et ses programmes, l'État fait usage de la politique fiscale, c'est-à-dire de mécanismes de dépenses et de ponctions de ressources financières dans la population. L'impôt est le mécanisme fiscal le plus connu. Cet impôt peut être « progressif » s'il exige des contributions proportionnelles aux revenus des gens. Il peut être « régressif » si une application uniforme le rend plus lourd pour les gagne-petits. En concédant des crédits d'impôt ou des déductions fiscales, l'État peut également agir pour favoriser ou défavoriser certaines personnes ou certaines entreprises.

L'État peut choisir que les familles monoparentales à faible revenu n'aient pas à verser d'impôt. Il peut également décider d'accorder un crédit d'impôt à des entreprises étrangères qu'il souhaite convaincre d'investir localement. En somme, la fiscalité est un instrument qui peut servir une grande diversité d'objectifs.

L'adoption d'une fiscalité néolibérale est un autre symptôme de la métamorphose du rôle de l'État dans la répartition des richesses. Cette doctrine suggère de réduire la portée redistributrice des impôts, de diminuer les régimes d'assurance sociale qui protègent les travailleurs et travailleuses (ex. : l'assurance-chômage), de réduire les dépenses publiques, d'abandonner les mesures étatiques qui visent à réguler les cycles économiques (ex. : empêcher la surchauffe de l'économie ou relancer la croissance durant une récession), etc. En revanche, la fiscalité néolibérale propose d'instaurer des mesures comme le principe de l'utilisateur-payeur dans les services publics. Le financement de ces services ne serait plus assuré par l'État mais par les personnes qui en ont besoin, sans égard à leur capacité de payer.

# LA MONDIALISATION ET LE LIBRE-ÉCHANGE

---

Au tournant des années 1990, l'économie capitaliste s'impose à pas de géants partout dans le monde. Des organismes internationaux entreprennent d'en favoriser l'implantation dans les pays non industrialisés, mais également d'accélérer l'intégration de toutes les économies. On désigne ce processus comme la « mondialisation ».

Une partie de cette assimilation est rendue possible par le développement des outils de communication et particulièrement d'Internet. En permettant les échanges en temps réel partout sur la planète, il devient possible d'organiser la production sur une base internationale. Des entreprises dites multinationales (implantées simultanément dans plusieurs pays) prolifèrent et deviennent de véritables colosses de l'économie mondiale, mais aussi au sein des économies nationales où elles exercent parfois une influence démesurée.

L'un des obstacles à cette intégration grandissante des économies dites nationales dans une économie mondialisée sont les barrières tarifaires (taxes sur les produits importés par chaque pays), qui ont pour effet de limiter l'entrée de marchandises étrangères dans certains territoires. Les mesures visant à abolir progressivement ces barrières tarifaires sont les politiques de « libre-échange ».

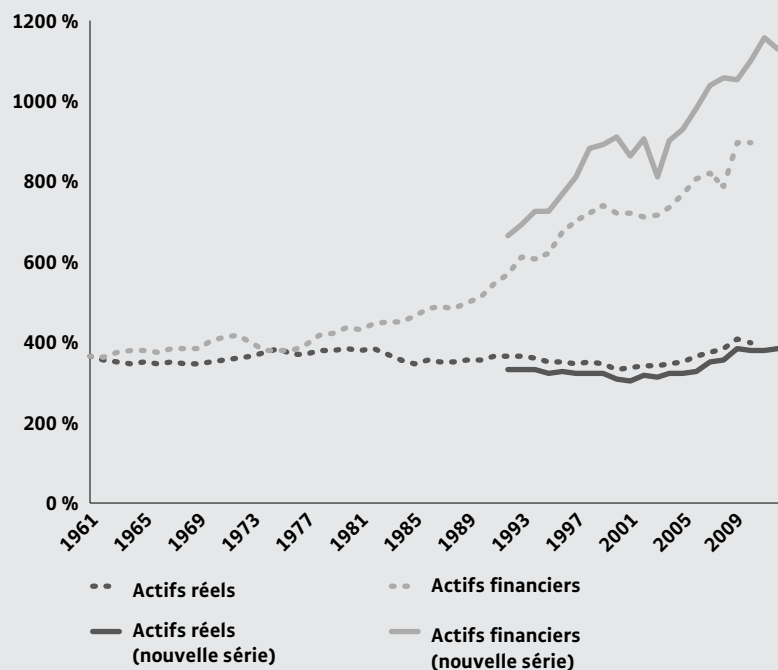
Les traités de libre-échange affectent durement les travailleurs et travailleuses des différents pays industrialisés. Ils et elles subissent notamment les délocalisations, une stratégie qui vise à augmenter les profits générés par une entreprise en déplaçant sa production vers un pays où la main-d'œuvre est moins coûteuse. Un autre effet central des politiques de libre-échange est la protection qu'elles offrent aux investisseurs aux dépens du pays d'accueil. Certains traités de libre-échange engagent les États à ne pas nuire aux investissements, par exemple en adoptant des règlements qui protégeraient l'environnement.

Avant l'élargissement du libre-échange, les places financières elles-mêmes avaient été mises en réseau. On a par exemple connecté les différentes bourses entre elles, ce qui a eu pour effet d'étendre les risques que prennent certaines à toutes les autres auxquelles elles sont liées. Cet amincissement des frontières économiques et la réduction des contrôles nationaux ont permis le développement d'une finance internationale précurseur de la mondialisation économique.

# LA FINANCIARISATION

L'une des mesures phares du programme néolibéral est la déréglementation du secteur financier. La fonction traditionnelle de ce secteur économique est de permettre aux entreprises de trouver du financement. Pour ce faire, les entreprises vendent des actions ou des obligations et versent en échange des dividendes ou des intérêts à ceux et celles qui les achètent. C'est ainsi que les compagnies financent des projets d'investissement.

**GRAPHIQUE 10 Évolution des actifs financiers et des actifs réels par rapport au PIB, Canada, 1961-2012**



Source : Statistique Canada, CANSIM, Tableaux 378-0018, 378-0004 et 378-0121, calcul d'Éric Pineault.

La déréglementation du secteur financier dans les années 1980 a permis la création de produits financiers de plus en plus complexes. Il n'est dès lors plus simplement question d'acheter des titres de propriété d'entreprises (ex. : une action), mais plutôt d'acheter des assurances contre la fluctuation des prix d'une action ou d'un bien ou encore de se prémunir contre les défauts de paiement d'une entreprise ou d'une autre. Les nouveaux produits ont décuplé le nombre de transactions réalisées sur les marchés financiers. Ce nouvel espace de transaction virtuel a permis à des spéculateurs de se lancer dans des paris de plus en plus complexes et avec pour seul objectif de dégager un profit en multipliant le nombre de transactions. Cette transformation a fait enfler le secteur financier qui, évalué en dollars, a pris beaucoup plus d'importance que l'économie « non financière » ou « réelle », comme le montre le graphique 10.

Selon les économistes conventionnel-le-s, l'objectif premier du secteur financier est de permettre la rencontre d'investisseurs et d'entreprises à la recherche de financement. Au cours des récentes décennies, cet objectif a été supplanté par la spéculation à laquelle se livrent quotidiennement des milliers d'acteurs qui n'ont pas d'avantage à ce que l'économie réelle

aille bien et encore moins à combler les véritables besoins des sociétés humaines. Les déréglementations successives ont d'ailleurs permis le développement de marchés financiers à l'abri des lois nationales et où règne une grande opacité. Ajoutons aussi qu'une grande partie de l'activité financière est le fait d'ordinateurs superpuissants qui, à l'aide d'intelligences artificielles, réalisent chaque seconde des milliers de transactions dans le but de faire des profits à partir de minuscules variations de prix.

Nous avons vu plus haut que l'accroissement des inégalités entre les propriétaires du capital et les salarié-e-s est un résultat de la stagnation des revenus vécue dans la plupart des ménages. Nous avons évoqué l'endettement croissant qui en résulte pour les gens soucieux de maintenir leur niveau de vie. Les campagnes d'information qui cherchent à sensibiliser les consommateurs et consommatrices à un usage plus réfléchi de leur carte de crédit (ou des autres types d'endettement) restent silencieuses sur les causes profondes de cette hausse de l'endettement et les bénéfices que tirent les banques de cette situation. En effet, non seulement l'endettement des ménages a contribué au gonflement de la sphère financière, mais il a permis la création de nouveaux produits financiers. Ces nouveaux produits popularisés par les banques et autres acteurs de la finance transforment les dettes de monsieur et madame tout le monde en une forme de marchandise virtuelle pouvant être échangée sur les marchés financiers. La spéculation entourant ces produits complexes et hautement risqués est d'ailleurs à l'origine du déclenchement de la crise de 2007-2008.



# L'EXTRACTIVISME ET LES RESSOURCES NATURELLES

---

La mondialisation et la financiarisation des économies incitent certains pays à concentrer leurs efforts sur l'extraction et l'exportation à l'étranger de ressources naturelles. On parle alors d'une économie extractiviste. Ce modèle économique s'est développé à l'époque coloniale (du 17<sup>e</sup> au 20<sup>e</sup> siècle), lorsque les métropoles des États coloniaux alimentaient le développement de leur industrie naissante par l'importation de ressources primaires (bois, charbon, etc.) depuis les territoires conquis sur d'autres continents. En plus de rendre dépendantes de l'extérieur les sociétés colonisées qui ne servent qu'au développement de la métropole, le fait d'investir davantage dans les régions riches en ressources naturelles a créé des inégalités. L'une des conséquences principales de l'extractivisme est qu'elle tend à empêcher la diversification des économies, ce qui accentue leur vulnérabilité.

Bien entendu, l'extraction de ressources naturelles devient si cruciale au fonctionnement d'une telle économie et aux sociétés qui en dépendent qu'il est alors très difficile d'y intégrer des mesures de protection environnementale. Si un gouvernement est trop faible face à de puissantes entreprises ou s'il est trop lié aux intérêts des organisations liées à l'exploitation des ressources naturelles, il lui sera impossible de mettre en œuvre des législations contraignantes.

Plus récemment, le terme « néo-extractivisme » a été utilisé pour décrire le retour à l'extraction et à l'exportation de ressources naturelles à l'ère néolibérale. De la même façon que l'État néolibéral ne diminue pas ses interventions dans l'économie, il n'est pas passif dans un modèle extractiviste. C'est lui qui prend l'initiative de lancer les projets d'extraction en s'alliant avec des entreprises privées ou en coordonnant lui-même l'ensemble des opérations allant de l'extraction à l'exportation. Pour légitimer ses actions à une époque où la conscience écologique est plus répandue qu'elle ne l'était au 19<sup>e</sup> siècle, l'État peut associer des politiques sociales (ex. : bâtir des écoles avec les rentes tirées de l'exploitation du pétrole) à l'extraction de ces ressources.

C'est d'ailleurs pourquoi, en Amérique latine, le néo-extractivisme est un type d'économie mis de l'avant par des gouvernements progressistes. Des politiques sociales importantes sont déployées dans la foulée de ce développement économique, mais il se fait aussi au détriment de la diversification économique et de la souveraineté financière vis-à-vis des marchés internationaux. De plus, le néo-extractivisme engendre des conflits environnementaux et sociaux importants dans les communautés où cette politique est pratiquée.

Le néo-extractivisme peut également être associé à des tendances économiques observables au Québec et au Canada. C'est le cas du développement récent de l'industrie pétrolière de l'Ouest canadien ou encore de la mise en place d'un Plan Nord au Québec pour l'exploitation de ressources essentiellement minières.

# LES CYCLES ÉCONOMIQUES

Même quand les gens connaissent peu l'économie, ils apprennent souvent à leurs dépens ce qu'est une récession lorsqu'un gouvernement annonce des mesures spéciales ou des compressions budgétaires. Mais qu'est-ce qu'une récession exactement et pourquoi se produit-elle ?

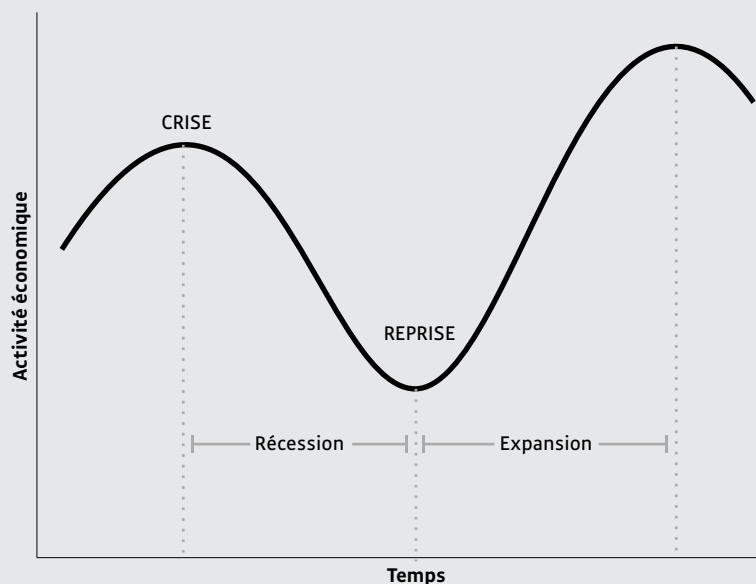
Les récessions font partie des cycles de l'économie capitaliste. Leur fréquence, leur gravité et leur durée peuvent varier, mais les récessions sont inévitables dans ce type d'économie. À l'opposé, la croissance est un autre moment incontournable, et indispensable, de l'économie capitaliste. Les cycles se succèdent et peuvent durer jusqu'à une décennie. On les mesure à partir du PIB. Lorsqu'il augmente, l'économie est dite en croissance. Tôt ou tard, en fonction des aléas et des décisions que prennent les acteurs économiques (l'État, les entreprises, les ménages), l'économie connaît un ralentissement. On parle techniquement de récession lorsque le PIB se contracte depuis six mois. L'État peut alors tenter de réanimer la croissance de différentes manières (investissement, baisse d'impôts, injection de liquidités) jusqu'à ce qu'arrive le retour de la croissance.

Lorsqu'une économie ne parvient pas à redémarrer et que la récession se prolonge, on parle alors de dépression. Les caractéristiques de la récession sont alors amplifiées : les entreprises cessent d'investir puisqu'elles jugent la conjoncture trop précaire et doutent de pouvoir réaliser des profits ; cette baisse d'activités les amène à congédier des travailleurs et des travailleuses ; les ménages victimes d'une baisse drastique de revenus cessent de consommer, ce qui contribue à une détérioration accrue de l'économie.

À l'inverse, une croissance prolongée survient lorsqu'une poussée s'échelonne sur une longue période, par exemple les années qualifiées de « Trente Glorieuses » qui ont fait suite à la Seconde Guerre mondiale. Dans un contexte de croissance prolongée, l'optimisme s'empare des entreprises qui investissent et créent des emplois. Il y a incidence sur les ménages qui se mettent à consommer davantage, générant plus de profits pour les entreprises.

Devant une situation économique difficile, un État peut tenter d'appliquer des politiques anti-cycliques, c'est-à-dire qu'il peut s'évertuer à faire en sorte que l'économie ne surchauffe pas lorsqu'il y a croissance ou qu'elle redémarre lorsqu'elle s'enfonce dans une récession. Pour ce faire, l'État peut utiliser des politiques fiscales, en investissant lui-même dans l'économie et en abaissant les impôts. Toutefois, cette dernière mesure risque d'échouer puisque les ménages plus riches qui en bénéficient le plus tendent à économiser l'argent épargné de l'impôt plutôt que de le dépenser. Le

GRAPHIQUE 11 Cycle normal d'une économie capitaliste



gouvernement peut aussi tenter d'influencer les banques en réduisant les taux d'intérêt. Ainsi, les banques sont en mesure de prêter de l'argent plus aisément. Les entreprises ont alors accès à du crédit pour engager des investissements, et les ménages arrivent à financer des achats plus importants, une maison par exemple.

En regard de ces cycles économiques, l'impôt redistributif a naturellement un effet stabilisateur, tout comme les assurances sociales qui protègent le revenu des travailleurs et travailleuses advenant la perte de leur emploi. Une baisse de revenu dans un ménage entraînera la baisse de l'impôt à payer, pour un effet moindre sur les dépenses du ménage. En outre, l'existence d'un secteur public développé protège un certain niveau d'activité économique, puisque ces investissements publics résistent à la baisse des perspectives de profit. Tant les politiques sociales que le secteur public permettent donc d'absorber une partie de la déstabilisation causée par une récession.



# L'AUSTÉRITÉ-STAGNATION

On peut également observer des tendances historiques qui caractérisent l'évolution du capitalisme au-delà des cycles économiques que nous venons de décrire. Des récessions se produisent habituellement tous les 5 à 10 ans, mais le capitalisme entre parfois dans une période de stagnation plus profonde et beaucoup plus déstabilisante pour les sociétés que ne peut l'être une récession.

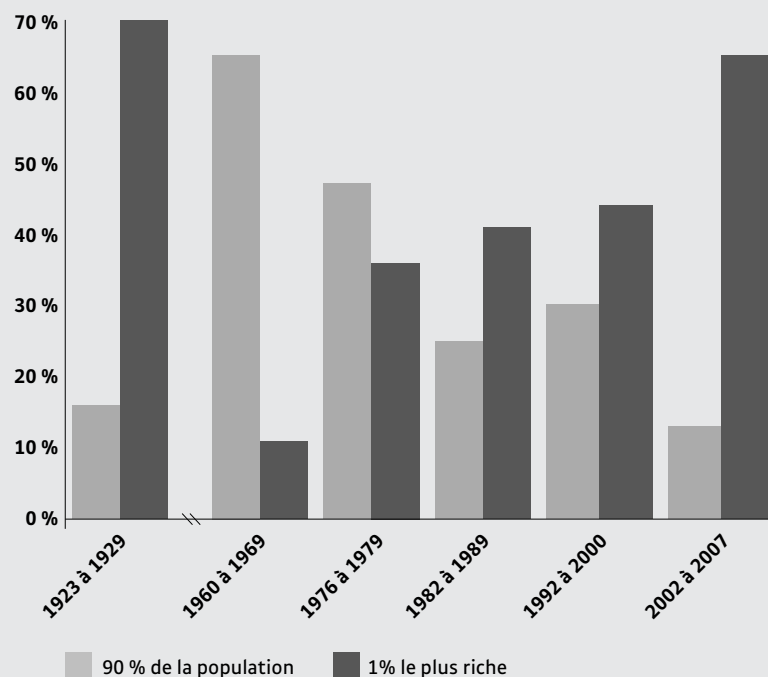
Évidemment, la crise des années 1930 figure parmi celles ayant laissé un traumatisme réel tant l'économie s'est trouvée engluée pendant près d'une décennie, entraînant les gens dans le chômage, la misère, la faim... Comprendre ces périodes de stagnation est d'autant plus important que le capitalisme mondial en ressort chaque fois métamorphosé, même si ses caractéristiques principales demeurent, c'est-à-dire une économie dépendante de l'action d'entreprises privées qui cherchent à réaliser des profits en exploitant des salarié-e-s.

Au cours de la période qui a suivi la Seconde Guerre mondiale, l'économie a connu une forte croissance qui s'est épuisée durant les années 1970. À la suite de près d'une décennie de stagnation, une relance néolibérale a permis de renouer avec la croissance au cours des années 1980. Cette reprise s'est payée par la détérioration des conditions de travail acquises par les salarié-e-s durant l'après-guerre et par l'extension du régime financier capitaliste en Asie de l'Est, notamment en Chine. Cette croissance n'a donc pas été favorable à l'ensemble de la société, et la profitabilité de cette période a principalement servi les propriétaires d'entreprises.

Durant les années 1990-2000, la croissance sous l'égide du néolibéralisme a commencé à montrer des signes de faiblesse. Le graphique 12 indique comment s'est accélérée la dynamique de concentration de la richesse. La crise n'aura été retardée que par le crédit qui a permis aux pays industrialisés de gagner un peu de temps. La crise de 2007-2008 a marqué le retour de la stagnation au sein de l'économie capitaliste. La croissance anémique, la faiblesse des taux d'emploi et la paralysie de l'économie européenne que l'on observe depuis sont toutes symptomatiques d'une nouvelle phase de stagnation.

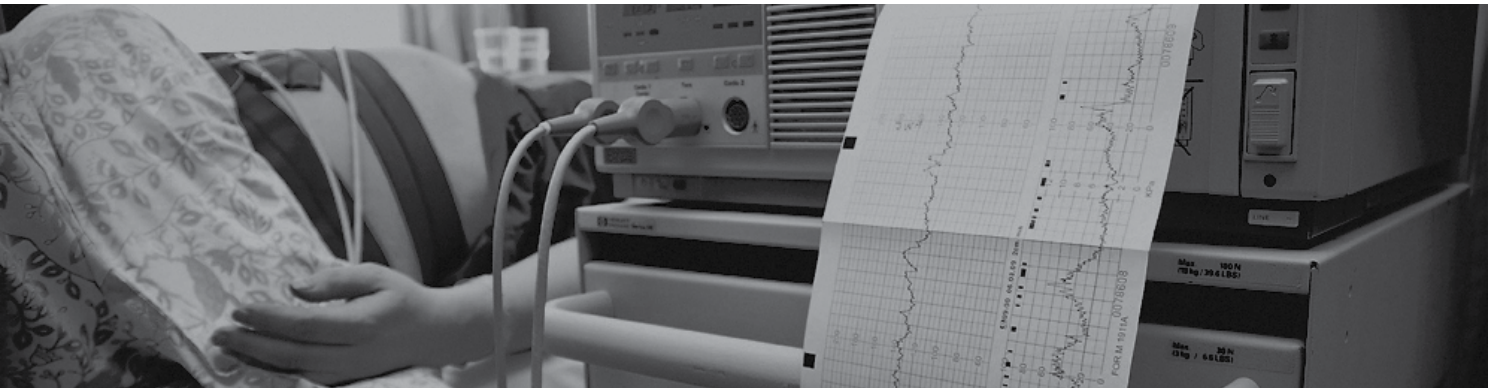
En théorie, l'austérité est un outil utilisé pour redresser les finances d'un État. Il consiste à en hausser les revenus via la taxation et à diminuer les dépenses publiques. L'austérité est un processus

**GRAPHIQUE 12** Part des gains issus de la croissance qui va au 1 % de la population le plus riche depuis les années 1920, États-Unis



Source : <http://thinkprogress.org/economy/2011/10/03/334156/top-five-wealthiest-one-percent>

douloureux pour les populations qui la subissent puisqu'elle a pour effet le démantèlement de services publics, y compris certains des plus essentiels, les services de santé, par exemple. Toutefois, l'austérité peut aussi être dommageable pour le fonctionnement de l'économie capitaliste. En cherchant à rassurer les marchés financiers par la présentation d'un bilan financier plus équilibré, et en établissant comme prioritaire le remboursement à court terme de ses créanciers, les gouvernements qui appliquent des politiques d'austérité heurtent de plein fouet tant la capacité d'investir dans l'économie que la consommation des ménages. Pour rassurer à court terme les milieux financiers, les États des pays industrialisés actuels sacrifient la vigueur économique à moyen ou long terme. Comment expliquer cette contradiction ? Cette logique est uniquement viable dans l'atteinte d'un autre objectif : elle accélère le transfert de la richesse entre les mains de la minorité de personnes qui possèdent le capital.







# CONCLUSION : DÉPASSER LE CAPITALISME ?

---

L'économie est simplement le fait de nous organiser pour décider ensemble de la manière d'utiliser notre énergie et notre monde pour remplir nos besoins et nos désirs. Dans le capitalisme, l'économie est devenue une machine autonome de nos volontés. Elle a pris les traits d'un système auquel on doit se plier sous peine de subir les sanctions qu'il réserve aux improductifs. Un système où non seulement nous passons nos vies à courir après des marchandises, mais où nous devenons, nous-mêmes, marchandises.

Les informations que l'on nous sert sur une base quotidienne à propos de l'état de notre économie sont parfois renversantes lorsqu'on s'y arrête un instant :

Écoutons ce qui se dit : « les marchés sont inquiets » ; « malgré les décisions courageuses du G20, on n'a pas apaisé les marchés » ; quels sacrifices allons-nous faire pour les apaiser ? Pourquoi à toutes les heures, la radio nous donne-t-elle les cours de bourse, sur le ton du moulin à prières, et jamais depuis le studio mais depuis le Temple ? Pourquoi nous fait-on participer, contre notre gré, à cette liturgie permanente ? Pour le sermon de l'économiste, le curé de notre temps. Un sermon d'avant le concile, qui envoie le message : « Silence et courage, car demain sera pire qu'hier ». Il suffit de changer le mot « marchés » par le mot « dieu » pour se rendre compte qu'il y a bien une religion, à laquelle nous sacrifions notre bonheur collectif. (Bernard Friot, « Éloge de la cotisation », *Politique. Revue de débats*, hors-série n° 17, octobre 2011.)

Non seulement est-il possible de renouer avec une compréhension moins ésotérique de l'économie, mais il est aussi possible d'évaluer notre économie et de se demander si elle sied à la majorité d'entre nous et si le moment est venu d'en modifier certaines composantes, voire éventuellement d'instaurer un autre modèle économique.

Contrairement à l'idéal de la démocratie, les gens célèbrent rarement le fait de vivre dans une économie capitaliste. Ils s'en accommodent et s'y résignent plus qu'ils s'en enorgueillissent, et lorsqu'ils abordent le sujet, ils préfèrent à ce mot les termes moins connotés « économie de marché », « libéralisme économique », etc. S'ils associent le capitalisme à la prospérité ou encore à l'innovation, ils reconnaissent que celui-ci génère et entretient des inégalités entre les personnes et qu'il soumet la société à une concurrence souvent peu compatible avec les idéaux de la coopération et de rapports harmonieux.

Cela dit, tous les capitalismes ne sont pas les mêmes à travers le temps ni à travers le monde. Certains pays n'ont pas mis en œuvre la version dure du capitalisme, souvent associée aux pays anglo-saxons, et ont développé des systèmes économiques où les forces du marché sont moins rigoureuses ou plus réglementées, même s'il s'agit d'économies qui reposent également sur les profits que doivent réaliser des entreprises privées. Le tableau 1 compare certaines caractéristiques de différentes économies capitalistes.

TABLEAU 1 Quelques caractéristiques des différents types de capitalisme

Indicateur	États-Unis (anglo-saxon)	France (continental)	Japon (asiatique)	Suède (nordique)
PIB par habitant (\$US, 2006)	41 890	30 386	31 267	32 525
Productivité horaire (\$US)	50,40	49,90	35,60	44,70
Croissance de la productivité (% par an, moyenne 1996-2005)	2,1	1,0	1,4	2,2
Taux de chômage standardisé (%, 2006)	4,6	9,2	4,1	7,0
Taux de pauvreté relative (%, 2000-2004)	17,0	7,3	11,8	6,5
Inégalité (ratio du revenu des 10 % les plus riches sur celui des 10 % les plus pauvres)	15,9	9,1	4,5	6,2
Émissions de CO <sub>2</sub> par habitant (tonnes, 2004)	20,6	6,0	9,9	5,9
Dépenses de programmes de l'État (% du PIB, 2005)	34,6	51,4	35,7	56,7
Système de santé	Essentiellement privé	Essentiellement public	Privé et public	Essentiellement public
Espérance de vie à la naissance (années, 2005)	77,9	80,2	82,3	80,5
Taux de mortalité infantile (%, 2005)	0,6	0,4	0,3	0,3
Taux d'incarcération (par 100 000, 2005)	750	85	61	79
Aide au développement (% du revenu national brut, 2005)	0,22	0,47	0,28	0,94
Rang, indice de développement humain (IDH)	12	10	8	6

Source : PNUD, OCDE, CIEP, cités par Jim Stanford, *Petit cours d'auto défense en économie*, Montréal, Lux, 2011, p. 440.

C'est dire qu'il existe une multitude de leviers pouvant être aisément activés afin de faire en sorte que l'économie réponde davantage aux besoins de la majorité de la population et qu'elle cause moins de torts aux travailleurs et travailleuses et à l'environnement. On peut penser aux syndicats, à la redistribution par la fiscalité, à la régulation des institutions financières, aux politiques sociales, à la protection de l'environnement et à la solidarité internationale, entre autres. L'État y jouerait un rôle de défense de l'intérêt public plutôt que de servir de facilitateur du développement de l'entreprise privée.

Il serait ensuite possible de se distancer d'une économie capitaliste en favorisant une économie qui repose davantage sur les secteurs public et communautaire, et qui procède davantage par le biais de la planification et de la démocratisation des choix économiques. De nos jours, les idées néolibérales ont tellement pris d'ancrage qu'il est difficile d'aborder ces questions sans subir les caricatures associées à l'URSS ou à d'autres États ayant tenté de remplacer le capitalisme. Pourtant, des initiatives pas si lointaines en Angleterre, en France ou en Suède, et plus récemment en Amérique latine, montrent comment les politiques visant à soustraire des secteurs économiques névralgiques à la désorganisation des marchés sont régulièrement envisagées. Une intervention étatique peut donc être intéressante, mais il est certainement possible de faire plus.

Comment prendre collectivement les décisions importantes pour notre économie ? Par exemple, gérer notre travail au quotidien en y réduisant la place de la hiérarchie ? Comment trouver l'équilibre entre la production des biens nécessaires et un rapport harmonieux avec notre environnement ? Voilà bien des questions qu'il est urgent de se poser et que notre système économique rend pourtant invisibles. Pour y répondre, il est nécessaire de repenser l'économie, afin qu'une nouvelle organisation puisse permettre de répondre à nos volontés démocratiques, sociales et écologiques. Le travail est colossal, mais il est urgent de s'y atteler.





# LEXIQUE

---

## Actif

Avoir d'une personne ou d'une entreprise qui a de la valeur ou qui peut générer des revenus (ex. : un immeuble).

## Actif financier

Avoir d'une personne ou d'une entreprise sous forme de titre ou de contrat qui peut être échangé sur un marché financier et qui peut générer des revenus.

## Action

Titre de propriété d'une entreprise. Elle peut être achetée ou vendue sur un marché financier (ex. : la bourse) et peut rapporter des dividendes.

## Capital/capitaux

Tout avoir requis pour la production économique (ex. : bâtiments, machinerie, argent pour financer des investissements, etc.)

## Capitalisme

Type d'économie où (1) la production de biens est faite en majeure partie par des entreprises privées qui cherchent à réaliser un profit et (2) la plupart des gens qui travaillent dans ces entreprises sont des salarié·e·s, c'est-à-dire qu'ils et elles travaillent pour le compte de quelqu'un d'autre (voir p. 5).

## Consommation

Utilisation des biens et services issus de la production économique.

## Dividende

Partie du revenu d'une entreprise versée à ses actionnaires.

## Division sexuelle du travail

Séparation traditionnelle des différents types de travail entre les femmes et les hommes. En vertu de cette séparation, les hommes réalisent le travail productif rémunéré et les femmes se voient confier le travail reproductif, c'est-à-dire les soins non rémunérés (ex. : tâches ménagères) de la force de travail (voir p. 7).

## Économie

Étude du processus de production et d'auto-production des êtres humains. Les humains ont des besoins à combler et des désirs qu'ils souhaitent réaliser et, pour ce faire, ils et elles transforment le monde qui les entoure et sont aussi transformés par leur façon de transformer le monde (voir p. 3).

## Économistes conventionnel-le-s

Économistes appartenant au principal courant contemporain de l'étude économique, aussi appelé école néoclassique. Cette approche met l'accent sur la détermination des prix à travers la loi de l'offre et de la demande et sur une conception de l'être humain comme un individu à la poursuite de son intérêt personnel.

## Entreprise

Lieu de la production de biens et services où sont réunis d'une part les propriétaires ou patrons et d'autre part les travailleurs et travailleuses. Les propriétaires empochent les profits de l'entreprise alors que les travailleurs et travailleuses reçoivent un salaire (voir p. 9).

**Environnement**

Ensemble des conditions naturelles (physiques, chimiques, biologiques) et culturelles (sociologiques) susceptibles d'agir sur les organismes vivants et les activités humaines (voir p. 18).

**Indice du progrès véritable (IPV)**

Mesure de la richesse qui cherche à intégrer davantage de variables (ex. : la préservation de l'environnement) dans l'évaluation de la prospérité d'une société (voir p. 14).

**Inflation**

Croissance du prix des biens et services.

**Investissement**

Montant d'argent destiné à démarrer l'activité productive. En retour de cet investissement, l'investisseur espère recevoir un rendement (voir p. 13).

**Marché**

Lieu où se rencontrent des vendeurs et des acheteurs de biens et services

**Marché financier**

Lieu où se rencontrent des investisseurs et des entrepreneurs ou autres acteurs économiques qui cherchent à lever des fonds pour réaliser des activités productives (ou spéculatives).

**Ménage**

Personnes qui résident dans un même logement. Un ménage peut autant être composé d'une personne seule que d'une famille nombreuse (voir p. 11).

**Salaire et salarié·e·s**

Le salaire est un montant versé (à un taux horaire ou à la pièce) en échange d'un travail effectué. La personne salariée est celle qui effectue le travail et perçoit le salaire.

**Spéculation**

Achat et vente répétés de titres avec pour objectif strict de réaliser un gain relativement rapide en fonction de la fluctuation de la valeur des titres et non par la réalisation d'une activité productive.

**Taux d'intérêt**

Montant supplémentaire à un emprunt – calculé en pourcentage de celui-ci – dont on exige le paiement annuel ou mensuel pour dédommager le prêteur.

**Taux directeur**

Taux d'intérêt fixé par la banque centrale qui sert de base aux institutions financières pour établir les taux d'intérêt qu'elles demandent aux consommateurs et consommatrices.

**Travail**

Effort physique ou intellectuel fourni pour accomplir une tâche. Dans la société contemporaine, le mot «travail» est souvent associé au travail salarié pour le compte d'un autre (voir p. 7).

**Travailleurs/travailleuses**

Toute personne dont la survie dépend du travail salarié ou autonome qu'elle réalise au profit de quelqu'un d'autre et en échange d'une rémunération.





L'Institut de recherche et d'informations socio-économiques (IRIS), un institut de recherche indépendant et progressiste, a été fondé à l'automne 2000. Son équipe de chercheur-e-s se positionne sur les grands enjeux socio-économiques de l'heure et offre ses services aux groupes communautaires et aux syndicats pour des projets de recherche spécifiques.

**Institut de recherche et d'informations socio-économiques**

1710, rue Beaudry, bureau 2.0, Montréal (Québec) H2L 3E7

514.789.2409 · [www.iris-recherche.qc.ca](http://www.iris-recherche.qc.ca)

**ISBN 978-2-923011-42-4**